

**Allocution de M. Fumio Kishida, Premier ministre du Japon, lors  
de la 78<sup>ème</sup> session de l'Assemblée Générale des Nations Unies  
(le mardi 19 septembre 2023 au siège de l'Organisation des  
Nations Unies)**

**1 Introduction**

Monsieur le Président, Excellences,

Nous voici une fois de plus réunis à New York. Les ODD, aujourd'hui arrivés à mi-parcours, se heurtent à des obstacles considérables, et malheureusement, l'agression contre l'Ukraine se poursuit.

Cette année, alors que le monde se trouve à un tournant historique, le Japon siège au Conseil de Sécurité et assume la présidence du G7. Dans ces fonctions, j'ai entendu un profond désir de paix et les appels à l'aide des plus vulnérables. Nous devons répondre à ces appels et tendre vers un monde qui aspire à la coopération et non pas à la division et à la confrontation : tel est mon message.

Dans « Notre programme commun », le Secrétaire général des Nations Unies, M. Guterres, a appelé l'importance de la solidarité internationale. Réaffirmons ici notre engagement envers un multilatéralisme fort et efficace avec les Nations Unies en son centre.

**2 La coopération internationale en défense de la dignité  
humaine**

Monsieur le Président,

Le monde est confronté à des problématiques complexes et multiples, tels que le changement climatique, les maladies infectieuses ou la remise en question de l'état de droit. Aujourd'hui,

alors que la coopération de chaque État est plus essentielle que jamais, nous ne serons pas en mesure de faire face à ces problématiques si la communauté internationale se déchire sur des questions d'idéologie ou de valeurs.

Nous devons effectuer un retour aux sources en réaffirmant l'importance capitale de la vie et de la dignité humaines. Nous devons tendre vers un monde où tous, y compris les plus vulnérables, peuvent vivre en toute sûreté et sécurité, en d'autres termes un monde où la dignité humaine est protégée.

Aujourd'hui, alors que la communauté internationale est confrontée à des crises multiples et que les divisions en son sein s'aggravent, nous avons besoin d'un terme qui parle à l'humanité entière. C'est remettant en lumière le principe de la dignité humaine que la communauté internationale pourra surmonter ses différences de régime ou de valeurs et avancer sur la voie d'une coopération internationale axée sur l'être humain.

Le Japon a toujours été le chef de file d'une coopération internationale axée sur l'être humain qui repose sur le principe de la sécurité humaine. Parallèlement à cette approche, nous devons accélérer les initiatives à l'échelle de l'ensemble de la communauté internationale en faveur de la réalisation des ODD.

Les États et la communauté internationale ne doivent pas négliger la dignité de la personne dans leur lutte contre des problématiques globales. Une croissance de qualité et une croissance durable sont indispensables pour éliminer les inégalités et atteindre les ODD. La clé est l'investissement dans l'humain, qui est mon credo politique.

La perspective de genre est également un élément primordial d'une croissance de qualité. Le Japon ambitionne de redresser les inégalités et surmonter les divisions de la société en promouvant la participation des femmes.

Par ailleurs, le Japon s'attache à promouvoir un financement du développement transparent, juste et respectueux des règles internationales afin de favoriser la croissance durable des pays en développement. Les financements privés seront mis à profit pour réduire l'écart de financement du développement. Le Japon travaillera avec les autres pays en faveur d'une économie qui soit respectueuse de la dignité humaine, tout en invitant au dynamisme des investissements.

### **3 La coopération à suivre**

Monsieur le Président,

Pour faire front aux crises et défis sans précédent et protéger et renforcer la dignité humaine, commençons pas à pas par réaliser ce qui est réalisable.

Avec, premièrement, une coopération en vue de réaliser une communauté internationale pacifique et stable où la dignité humaine est respectée.

Étant originaire de la ville de Hiroshima, qui fut victime de la bombe atomique, le désarmement nucléaire est l'œuvre de ma vie. Pour réaliser un « monde sans armes nucléaires », nous continuerons de maintenir et de renforcer le Traité de non-prolifération des armes nucléaires (TNP), et maintiendrons et consoliderons les initiatives réalistes et pratiques dans cet objectif, tout en mettant en œuvre les initiatives dans le cadre du « Plan d'action de Hiroshima ».

C'est précisément parce que l'environnement de sécurité est actuellement extrêmement difficile que j'appelle les dirigeants politiques du monde entier, à commencer par ceux des États dotés d'armes nucléaires, à s'impliquer plus activement en faveur du désarmement nucléaire afin de permettre aux personnes de tous

horizons de saisir toutes les opportunités de comprendre son importance et entamer des actions concrètes.

Nous devons aller vers un « monde sans armes nucléaires », un idéal auquel nous aspirons avec les *hibakusha* - les survivants de la bombe -, et à cette fin avancer avec constance sur la voie d'un désarmement nucléaire devenu courant dominant grâce aux efforts de nos prédécesseurs.

Nous sommes aujourd'hui confrontés à la menace d'un renversement de la tendance à la baisse du nombre d'armes nucléaires dans le monde. L'importance du Traité interdisant la production des matières fissiles (FMCT), proclamée ici même à l'Assemblée Générale il y a 30 ans, reste intacte. Trois décennies plus tard, nous venons de coorganiser avec les Philippines et l'Australie une réunion de haut niveau pour raviver l'intérêt politique pour le FMCT.

Il est primordial que les États dotés d'armes nucléaires soient impliqués dans les dispositifs concrets de désarmement nucléaire. Le Japon, en sa qualité de membre non permanent du Conseil de Sécurité, continuera de collaborer avec les Nations Unies et les États concernés afin de promouvoir des discussions entre États dotés d'armes nucléaires et États non dotés d'armes nucléaires.

Pour que la tendance au désarmement nucléaire reste dominante, l'action gouvernementale seule ne suffit pas. Une approche multidimensionnelle est indispensable. Il faut pour cela surmonter la division binaire des débats au sein du milieu universitaire et dans la pratique sur le choix entre dissuasion ou désarmement. À cette fin, le Japon va financer à hauteur de 3 milliards de yens la création d'une « chaire japonaise pour un monde sans armes nucléaires (*Japan Chair for a world without nuclear weapons*) » dans des instituts de recherche et des *think tanks* à l'étranger. Nous allons également continuer de construire un réseau mondial des jeunes générations pour l'abolition totale

des armes nucléaires en utilisant le Fonds des leaders de la jeunesse pour un monde exempt d'arme nucléaire que nous avons établi l'année passée en coopération avec les Nations Unies.

Il est également vital de garantir la sûreté et la sécurité nucléaires des matières et installations nucléaires, y compris en situation de conflit.

Il importe de même de défendre la dignité des personnes placées en situation de vulnérabilité par les conflits.

L'agression de la Russie contre l'Ukraine se poursuit. Cette situation ne doit pas faire perdurer la crise alimentaire. Une aide aux populations vulnérables notamment d'Afrique et du Moyen Orient est indispensable.

Nous devons garantir la sécurité de ceux qui sont placés dans la position la plus vulnérable par les conflits, à savoir les femmes et les enfants, soutenir le renforcement de la lutte contre le trafic humain et du contrôle des frontières, et apporter une assistance internationale au retour des enfants victimes d'enlèvements. L'agenda WPS (« Femmes, paix, sécurité ») considère que les femmes sont des actrices majeures dans la mise en place des politiques et qu'elles jouent un rôle actif dans la garantie de la paix et de la sécurité. Le Japon continuera à promouvoir cet agenda.

Deuxièmement, il faut concilier progrès numérique et dignité humaine.

Le numérique apporte des bienfaits à tous. Néanmoins, il comporte un risque de violation de la vie privée et des droits de l'homme. Il faut bâtir un écosystème numérique compatible avec la dignité humaine ainsi, que des règles internationales. À cette fin, nous avons lancé lors du sommet du G7 à Hiroshima le Processus de Hiroshima sur l'intelligence artificielle générative en faveur d'une intelligence artificielle responsable. Le Japon

apportera un soutien continu et renforcé afin de garantir la cybersécurité et permettre aux pays en développement d'avancer dans la transition numérique.

Troisièmement, le Japon s'efforcera de minimiser l'impact sur les personnes jusqu'à ce que soit atteint l'objectif zéro émission nette.

Les pays asiatiques détiennent la clé de la réussite de la zéro émission nette global. Dans le cadre de l'AZEC (Communauté asiatique zéro émission), le Japon continuera de promouvoir une coopération efficace qui tienne compte de la diversité des besoins.

Dans le cadre de la prévention des catastrophes, nous renforcerons notre soutien envers les pays vulnérables au changement climatique, y compris les États insulaires, pour leur permettre de construire un modèle socio-économique résilient et à même de résister aux catastrophes naturelles résultant de la montée des océans et des phénomènes météorologiques extrêmes.

Les océans sont une nouvelle frontière riche en potentiel. Une approche globale et proactive en la matière est cruciale, notamment dans la lutte contre le changement climatique au moyen notamment du carbone bleu.

Il importe également de prendre en compte le droit international. Nous soutenons le maintien des lignes de base existantes fondées sur la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, même après la régression des lignes côtières en raison de la montée future des océans.

En tant que pays président le G7, nous avons défini un cadre de coopération relatif à la préservation de la biodiversité, ainsi qu'un objectif supplémentaire ambitieux de zéro pollution plastique à l'horizon 2040. Le Japon continuera d'apporter sa contribution au secteur environnemental.

Quatrièmement, nous devons nous préparer à la prochaine épidémie.

Nous devons mettre à profit les leçons tirées de la lutte contre le coronavirus pour nous préparer à la prochaine épidémie.

Dans le cadre du G7, les secteurs publics comme privés se sont engagés à contribuer financièrement à hauteur de plus de 48 milliards de dollars à la réalisation de la couverture santé universelle ainsi qu'au renforcement de la prévention, de la préparation et de la réponse (PPR) aux crises sanitaires. Entre 2022 et 2025, la contribution du Japon s'élèvera à 7,5 milliards de dollars.

Parallèlement à la mobilisation du financement intérieur, nous soutenons la mobilisation des financements privés avec une promotion des investissements à impact. Nous appuyant sur les résultats du G20, nous renforcerons notre coopération avec les pays en développement, y compris les pays émergents, pour garantir un accès équitable aux contre-mesures médicales en cas de crise sanitaire.

#### 4 L'état de droit

Monsieur le Président,

Le monde est à un tournant historique. L'heure est venue de revenir à nos fondamentaux.

Dans la Charte des Nations Unies est inscrite la détermination sans faille de nos prédécesseurs, fondée sur l'expérience de deux conflits mondiaux, de sauver les générations futures du fléau de la guerre et de protéger la dignité humaine.

Les principes de la Charte des Nations Unies, tels que l'égalité souveraine, le respect de l'intégrité territoriale ou l'interdiction du

recours à la force, sont des principes fondamentaux du droit international qui permettent à tous de vivre en paix et constituent le fondement de l'état de droit.

Le droit international est fait pour les États les plus faibles . À vos côtés, et en vertu de l'état de droit, le Japon entend protéger le droit des pays et personnes vulnérables à vivre en paix, afin de protéger et renforcer la dignité humaine.

Mais aujourd'hui encore, la Russie, membre permanent du Conseil de Sécurité, viole le droit international et l'état de droit. Les changements unilatéraux du statu quo par la force ou la coercition sont inacceptables où que ce soit dans le monde. Cette situation, que l'Assemblée Générale a condamnée à plusieurs reprises comme étant une violation de la Charte des Nations Unies et des droits de l'homme, doit être corrigée et les menaces nucléaires cesser au plus tôt.

En mars de cette année, j'ai annoncé un nouveau plan pour l'Indopacifique libre et ouvert. Nous coopérerons avec tous les pays qui partagent notre vision d'un monde où différents États coexistent et prospèrent ensemble dans le respect des principes de liberté, d'état de droit, d'inclusivité, d'ouverture et de diversité.

Nous apporterons un soutien élargi aux autres du maintien de la paix. Ainsi, nous améliorerons la portée et la qualité du Programme de Partenariat Triangulaire (PPT) des Nations Unies avec un financement supplémentaire d'environ 9 millions de dollars visant à aider au renforcement des capacités des personnels déployés dans le cadre du soutien à la paix de l'Union Africaine.

La politique du Japon à l'égard de la Corée du Nord reste inchangée. Le Japon demeure résolu à régler notre passé malheureux et à normaliser les relations avec la Corée du Nord en apportant des solutions globales aux préoccupations que sont les



enlèvements, ainsi que le programme nucléaire et balistique nord-coréen, conformément à la Déclaration de Pyongyang Japon-RPDC.

Alors que nous allons inaugurer ensemble une nouvelle ère, je fais part de ma détermination à rencontrer directement, sans condition et à tout moment le Dirigeant Kim Jong-un et à procéder à des consultations de haut niveau sous ma supervision directe en vue d'organiser dans les plus brefs délais une rencontre au sommet.

## 5 Pour des Nations Unies plus fortes

Monsieur le Président,

Les Nations Unies ne doivent pas être un espace de confrontation et de division, mais un lieu où l'on écoute les personnes confrontées à des difficultés, où on leur donne le pouvoir d'agir et où l'on surmonte ces difficultés par la coopération.

Cette année, nous sommes convenus de mesures concrètes pour renforcer les structures qui soutiennent le Président de l'Assemblée Générale. C'est un pas décisif vers des « Nations Unies pour la coopération ». Je salue le leadership du Secrétaire Général et sa vision du multilatéralisme.

Les initiatives visant à limiter l'utilisation du droit de veto, qui aggrave les divisions et les confrontations au sein des Nations Unies, sont des facteurs de renforcement du Conseil de Sécurité et de restauration de la confiance. Le Japon poursuivra ses efforts en vue d'améliorer la transparence des débats au sein du Conseil de Sécurité, notamment en facilitant l'accès aux discussions des États membres autres que les membres permanents. Le Japon contribuera à cette fin à la clarification du règlement du Conseil de Sécurité.

Le monde connaît de grands bouleversements. Le Conseil de Sécurité doit refléter le monde d'aujourd'hui. Le Japon soutient une amélioration de la représentation africaine et le besoin

d'élargissement du nombre d'États membres permanents comme non permanents. C'est le moment de passer à l'action concrète, avec en ligne de mire le Sommet de l'avenir de l'an prochain ainsi que le 80 anniversaire de l'Organisation des Nations Unies.

## 6 Conclusion

Monsieur le Président,

Une coopération internationale qui protège et renforce la dignité humaine est le moteur qui va à nouveau pousser le monde vers un objectif commun.

Je me réjouis à l'idée de pouvoir approfondir les débats lors du Sommet de l'avenir de l'an prochain, avec à l'esprit les générations futures. Alors que nous commençons à réfléchir sur l'après-ODD, je suis persuadé que la dignité humaine doit en être le principe central, qui éclairera l'avenir de la communauté internationale.

Nous devons joindre nos forces pour renforcer la dignité humaine et faire en sorte que les « Nations Unies pour la coopération » deviennent réalité.

Je vous remercie de votre attention.